

Considérant que la mise en œuvre de la Convention est nécessaire à assurer une réduction des émissions de mercure au niveau global et donc une diminution de la contamination de l'environnement, y compris de l'alimentation;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant de 20.000 euros, à imputer à charge du crédit inscrit à la division organique 55, allocation de base 11.35.40.01 (programme 25.55.1) du budget du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement pour l'année budgétaire 2016 est alloué à l'UNEP Chemicals de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du financement des activités relatives à la mise en œuvre de la Convention de Minamata sur le Mercure à titre de contribution belge pour l'année 2016.

Ce montant sera versé au compte suivant :

J.P. Morgan Chase Bank

PO BOX 60284

Junghofstrasse 14

60311 Frankfurt/Main, Germany

Numéro de Code bancaire : 501 108 00

Code SWIFT = BIC : CHASDEFX

Intitulé du compte : UNEP Euro

Numéro IBAN : DE56 5011 0800 6161 6037 55

Référence : M1-32MCL-000004

Art. 2. Le montant mentionné à l'article 1^{er} sera liquidé après la signature du présent arrêté et réception de la demande de paiement.

Art. 3. L'emploi de la contribution sera justifié a posteriori sur base d'un rapport d'activité, accompagné d'un état financier, fournis par l'UNEP Chemicals de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 4. Conformément à l'article 123 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, la partie de la contribution financière non utilisée dans le cadre du projet mentionné ci-dessus, sera remboursée par UNEP FUND au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, au compte bancaire IBAN BE42 6792 0059 1754, ouvert auprès de la Banque de la Poste (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) au nom de « Recettes diverses ».

Art. 5. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 novembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Environnement,
Marie-Christine MARGHEM

Overwegende dat de uitvoering van het Verdrag noodzakelijk is om een beperking van de uitstoot van kwik op globaal niveau en dus een vermindering van de besmetting van het milieu, met inbegrip van de voeding, te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag van 20.000 euro, aan te rekenen op het krediet voorzien bij de organisatieafdeling 55, basisallocatie 11.35.40.01 (programma 25.55.1) van de begroting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2016 wordt verleend aan de UNEP Chemicals van de Organisatie van de Verenigde Naties, in het kader van de financiering van de activiteiten betreffende de uitvoering van het Verdrag van Minamata inzake kwik, als Belgische bijdrage voor het jaar 2016.

Dit bedrag zal gestort worden op het volgende rekeningnummer :

J.P. Morgan Chase Bank

PO BOX 60284

Junghofstrasse 14

60311 Frankfurt/Main, Germany

Bank Code nummer : 501 108 00

Code SWIFT = BIC : CHASDEFX

Titularishouder : UNEP Euro

IBAN-nummer : DE56 5011 0800 6161 6037 55

Referentie : M1-32MCL-000004

Art. 2. Het in artikel 1 vermelde bedrag zal vereffend worden na de ondertekening van dit besluit en nadat de aanvraag tot uitbetaling voorgelegd wordt.

Art. 3. De besteding van de bijdrage zal naderhand verantwoord worden op basis van een activiteitenverslag, vergezeld van een financiële staat, afgeleverd door UNEP Chemicals van de Organisatie van de Verenigde Naties.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 123 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale staat, zal, in het kader van het hierboven vermelde financiële bijdrage, het niet benutte gedeelte door UNEP FUND worden terugbetaald aan de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, op het IBAN bankrekeningnummer BE42 6792 0059 1754 geopend bij de Bank van de Post (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) op naam van "Diverse ontvangsten".

Art. 5. De minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 november 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Leefmilieu,
Marie-Christine MARGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/10175]

25 DECEMBRE 2016. — Arrêté royal relatif à la limite budgétaire maximale et à la couverture des frais de fonctionnement de la supervision publique des réviseurs d'entreprises

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, l'article 40;

Vu l'avis de l'Autorité des services et marchés financiers, donné le 23 décembre 2016 en application de l'article 40, 7^o de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que la Chambre de renvoi et de mise en état cessera d'exister le 31 décembre 2016;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/10175]

25 DECEMBER 2016. — Koninklijk besluit over de maximale begrotingsgrens en over de dekking van de werkingskosten voor het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren, artikel 40;

Gelet op het advies van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, gegeven op 23 december 2016 met toepassing van artikel 40, 7^o, van de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Kamer van verwijzing en instaatstelling op 31 december 2016 zal ophouden te bestaan;

Considérant qu'il est impérieux que la nouvelle structure de supervision puisse fonctionner et dès lors bénéficier d'un financement dès la fin du système actuel de supervision;

Considérant que, dans un souci de proportionnalité, d'équité et de sécurité juridique, il importe au plus haut point d'éviter que les entreprises soumises au contrôle de la FSMA ne financent la supervision publique des réviseurs d'entreprises; de manière à ce que le coût de la supervision publique des réviseurs d'entreprises soit supportée par les réviseurs d'entreprises;

Considérant qu'il convient de garantir la continuité de la supervision publique des réviseurs d'entreprises; qu'il y a lieu, pour permettre à la nouvelle structure de supervision publique des réviseurs d'entreprises d'accomplir dûment ses tâches de contrôle, de prévoir le plus rapidement possible une couverture adéquate des frais de fonctionnement qui en résultent;

Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter sans délai le présent arrêté royal;

Considérant que le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises n'existe pas encore, qu'il n'est dès lors pas possible de recueillir l'avis du Collège de supervision des réviseurs d'entreprises, qu'il est en outre impérieux d'adopter dès à présent le présent arrêté royal vu l'urgence évoquée ci-avant;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de la protection des consommateurs, et du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté royal, les termes « la loi » signifie la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises.

Par ailleurs, les autres définitions reprises à l'article 3 de la loi sont également valables en ce qui concerne l'application du présent arrêté royal.

Art. 2. § 1^{er}. La limite budgétaire maximale, visée à l'article 40, 6° de la loi, pour la somme du montant du budget du Collège et du montant des frais de fonctionnement de la commission des sanctions liés à l'imposition de mesures et amendes administratives visées à l'article 59 de la loi, à l'exclusion des charges exceptionnelles, est fixée à 2.800.000 euros par an.

§ 2. La limite budgétaire maximale visée au paragraphe 1^{er} est augmentée, à la date du 31 décembre de chaque année, d'un montant correspondant à l'augmentation proportionnelle des rémunérations, charges sociales et pensions du personnel de la FSMA qui contribue à l'exercice de compétences définies par la loi résultant de l'adaptation, y compris barémique, des rémunérations, charges sociales et pensions de ce personnel.

§ 3. En outre, la limite budgétaire maximale visée au paragraphe 1^{er} est adaptée, à la date du 31 décembre de chaque année et pour la première fois au 31 décembre 2017, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au cours de l'exercice écoulé. L'indice de référence pris en considération est celui afférent au mois de décembre.

Art. 3. Les frais de fonctionnement du Collège, les frais de fonctionnement de la commission des sanctions liés à l'imposition de mesures et amendes administratives visées à l'article 59 de la loi ainsi que les charges exceptionnelles sont couverts par les contributions des réviseurs d'entreprises, des cabinets d'audit enregistrés en Belgique et des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés en Belgique.

Art. 4. § 1^{er}. L'Institut acquitte annuellement une contribution globale dont le montant est égal à la somme du montant des frais de fonctionnement du Collège, tel qu'il résulte du budget adopté par le Collège en application de l'article 40, 5° de la loi et du montant de l'estimation des frais de fonctionnement de la commission des sanctions liés à l'imposition de mesures et d'amendes administratives visées à l'article 59 de la loi.

§ 2. La FSMA appelle la contribution globale au plus tard le 31 janvier.

§ 3. La contribution globale est versée en quatre tranches égales, lesquelles sont acquittées respectivement au plus tard le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre de l'année concernée.

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is dat de nieuwe toezichtsstructuur kan functioneren en ook kan worden gefinancierd zodra het huidige toezichtssysteem ophoudt te bestaan;

Overwegende dat het vanuit het oogpunt van de proportionaliteit, billijkheid en rechtszekerheid van het grootste belang is dat wordt vermeden dat de ondernemingen die onder het toezicht van de FSMA staan, het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren dienen te financieren, en dat er wordt op toegezien dat de kosten verbonden aan het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren door de bedrijfsrevisoren worden gedragen;

Overwegende dat de continuïteit van het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren moet worden gegarandeerd; dat, opdat de nieuwe structuur voor het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren zijn toezichtstaken op passende wijze zou kunnen uitvoeren, zo snel mogelijk in een passende dekking van de desbetreffende werkingskosten moet worden voorzien;

Overwegende dat dit ontwerpbesluit bijgevolg onverwijld moet worden aangenomen;

Overwegende dat het College van toezicht op de bedrijfsrevisoren nog niet bestaat, dat het bijgevolg niet mogelijk is om het advies van het College van toezicht op de bedrijfsrevisoren in te winnen, dat het, gelet op voornoemde dringende noodzakelijkheid, bovendien noodzakelijk is dat dit koninklijk besluit onverwijld wordt genomen;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumentenbescherming, en van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "de wet" : de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren.

Voor het overige gelden voor de toepassing van dit koninklijk besluit dezelfde definities als die opgenomen in artikel 3 van de wet.

Art. 2. § 1. De in artikel 40, 6°, van de wet bedoelde maximale begrotingsgrens voor de som van het bedrag van de begroting van het College en van het bedrag van de werkingskosten van de sanctiecommissie in verband met het opleggen van de in artikel 59 van de wet bedoelde administratieve maatregelen en geldboetes, met uitzondering van de uitzonderlijke kosten, wordt vastgesteld op 2.800.000 euro per jaar.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde maximale begrotingsgrens wordt jaarlijks op 31 december verhoogd met een bedrag dat overeenstemt met de proportionele verhoging van de bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen van de personeelsleden van de FSMA die bijdragen tot de uitoefening van de door de wet bepaalde bevoegdheden, die voortvloeit uit de aanpassing, inclusief de baremaverhogingen, van de bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen van die personeelsleden.

§ 3. Bovendien wordt de in paragraaf 1 bedoelde maximale begrotingsgrens jaarlijks op 31 december en voor het eerst op 31 december 2017 aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tijdens het afgelopen boekjaar. Het in aanmerking genomen referentie-indexcijfer is dat van de maand december.

Art. 3. De werkingskosten van het College, de werkingskosten van de sanctiecommissie in verband met het opleggen van de in artikel 59 van de wet bedoelde administratieve maatregelen en geldboetes, alsook de uitzonderlijke kosten worden gedekt door de bijdragen van de bedrijfsrevisoren, de in België geregistreerde auditkantoren en de in België geregistreerde auditoren en auditororganisaties van derde landen.

Art. 4. § 1. Het Instituut betaalt jaarlijks een globale bijdrage waarvan het bedrag overeenstemt met de som van het bedrag van de werkingskosten van het College, zoals dat voortvloeit uit de begroting die met toepassing van artikel 40, 5°, van de wet door het College wordt vastgesteld, en het bedrag van de raming van de werkingskosten van de sanctiecommissie in verband met het opleggen van de in artikel 59 van de wet bedoelde administratieve maatregelen en geldboetes.

§ 2. De FSMA vraagt de betaling van de globale bijdrage uiterlijk op 31 januari op.

§ 3. De globale bijdrage wordt in vier gelijke schijven gestort, die respectievelijk op uiterlijk 31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december van het betrokken jaar worden betaald.

Art. 5. La FSMA rembourse l'excédent de fonctionnement à l'Institut.

Par excédent de fonctionnement au sens du présent arrêté, il faut entendre la différence positive entre la contribution globale visée à l'article 4 pour un exercice considéré, et la somme des frais réels pour cet exercice, telle qu'elle peut être déterminée sur la base du rapport visé à l'article 8.

Art. 6. Les éventuelles charges exceptionnelles sont couvertes par une ou plusieurs contributions exceptionnelles demandées à l'Institut.

Art. 7. Les contributions globales ou exceptionnelles sont réparties, par l'Institut, entre les réviseurs d'entreprises, les cabinets d'audit enregistrés en Belgique et les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés en Belgique. L'Institut répartit les contributions globales ou exceptionnelles au prorata des cotisations payées à l'Institut pour le financement de ses frais de fonctionnement par les réviseurs d'entreprises, les cabinets d'audit enregistrés en Belgique et les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés en Belgique telles que fixées par les mesures d'exécution prises en vertu des articles 26 et 65 de la loi.

L'Institut détermine les modalités de perception des contributions individuelles des réviseurs d'entreprises, des cabinets d'audit enregistrés en Belgique et les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés en Belgique.

L'Institut est responsable de la perception et de l'acquittement des contributions visées par le présent arrêté.

Art. 8. Pour chaque exercice, la FSMA fait parvenir à l'Institut un rapport indiquant les frais réels de l'exercice écoulé. Le rapport inclut au minimum les postes suivants :

- 1° les frais de personnel;
- 2° les frais indirects par membre du personnel;
- 3° les frais de fonctionnement du Collège et de la commission des sanctions pour l'imposition de mesures et d'amendes administratives visées à l'article 59 de la loi;
- 4° les frais d'avocats;
- 5° les frais de recours à des experts externes en ce qui concerne les inspections;
- 6° les frais liés à la coopération européenne et internationale;
- 7° l'éventuel excédent ou déficit de fonctionnement.

Art. 9. Les membres du personnel de la FSMA contribuant à l'exercice de compétences définies par la loi, exprimés en équivalents temps plein, n'entrent pas en compte pour le calcul de la limite relative au nombre de membres du personnel opérationnel de la FSMA, exprimée en équivalents temps plein, telle que définie par l'article 2, 1° de l'arrêté royal du 17 mai 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la FSMA.

Art. 10. Aux fins de l'application de l'article 4 de l'arrêté royal du 17 mai 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la FSMA, le montant des frais de fonctionnement de la FSMA occasionnés lors de l'exercice des compétences en vertu de la loi est inclus dans le budget adopté par le Conseil de surveillance en application de l'article 48, § 1^{er}, al. 4^o de la loi du 2 août 2002 et est déduit de la contribution globale visée à l'article 4 de cet arrêté royal du 17 mai 2012.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le ministre qui a l'Economie et la protection des consommateurs dans ses attributions et le ministre qui a les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et de la protection des consommateurs,
K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Art. 5. De FSMA betaalt het werkingsoverschot aan het Instituut terug.

Met werkingsoverschot wordt in dit besluit het positieve verschil bedoeld tussen de in artikel 4 bedoelde globale bijdrage voor een bepaald boekjaar en de som van de werkelijke kosten voor dat boekjaar, zoals die op basis van het in artikel 8 bedoelde verslag kan worden bepaald.

Art. 6. De eventuele uitzonderlijke kosten worden gedekt door één of meer uitzonderlijke bijdragen die aan het Instituut worden gevraagd.

Art. 7. De globale of uitzonderlijke bijdragen worden door het Instituut omgeslagen over de bedrijfsrevisoren, de in België geregistreerde auditkantoren en de in België geregistreerde auditors en auditororganisaties van derde landen. Het Instituut slaat de globale of uitzonderlijke bijdragen om in verhouding tot de bijdragen die, voor de financiering van zijn werkingskosten, aan het Instituut zijn betaald door de bedrijfsrevisoren, de in België geregistreerde auditkantoren en de in België geregistreerde auditors en auditororganisaties van derde landen, als bepaald door de uitvoeringsmaatregelen die zijn genomen ingevolge artikelen 26 en 65 van de wet.

Het Instituut bepaalt de modaliteiten voor de inning van de individuele bijdragen van de bedrijfsrevisoren, de in België geregistreerde auditkantoren en de in België geregistreerde auditors en auditororganisaties van derde landen.

Het Instituut is verantwoordelijk voor het innen en betalen van de in dit besluit bedoelde bijdragen.

Art. 8. De FSMA stuurt het Instituut, voor elk boekjaar, een verslag waarin de werkelijke kosten van het afgelopen boekjaar worden vermeld. Het verslag bevat minstens de volgende posten :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de indirecte kosten per personeelslid;
- 3° de werkingskosten van het College en van de sanctiecommissie in verband met het opleggen van de in artikel 59 van de wet bedoelde administratieve maatregelen en geldboetes;
- 4° de advocatenkosten;
- 5° de kosten voor het beroep dat bij inspecties op externe deskundigen wordt gedaan;
- 6° de kosten in het kader van de Europese en de internationale samenwerking;
- 7° het eventuele werkingsoverschot of -tekort.

Art. 9. De personeelsleden van de FSMA die bijdragen tot de uitoefening van de door de wet bepaalde bevoegdheden, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van het maximaal aantal operationele personeelsleden van de FSMA, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, zoals gedefinieerd in artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 17 mei 2012 betreffende de vergoeding van de werkingskosten van de FSMA.

Art. 10. Voor de toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 mei 2012 betreffende de vergoeding van de werkingskosten van de FSMA wordt het bedrag van de werkingskosten van de FSMA die ontstaan bij de uitoefening van de bevoegdheden krachtens de wet, opgenomen in de begroting die door de Raad van toezicht wordt vastgesteld met toepassing van artikel 48, § 1, eerste lid, 4°, van de wet van 2 augustus 2002, en afgetrokken van de globale bijdrage als bedoeld in artikel 4 van voornoemd koninklijk besluit van 17 mei 2012.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De minister bevoegd voor Economie en Consumentenbescherming en de minister bevoegd voor Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumentenbescherming,
K. PEETERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT